

Loi du 18 mars 2024 portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Le Conseil d'État entendu ;

Vu l'adoption par la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 27 février 2024 et celle du Conseil d'État du 12 mars 2024 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}.

L'article 2, point 8°, de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine est modifié comme suit :

1° À la lettre b), les termes « et 4^{ter} » sont supprimés.

2° À la lettre c), les termes « décembre 2023 » sont remplacés par les termes « juin 2024 ».

3° À la lettre d), les termes « janvier à décembre 2023 » sont remplacés par les termes « janvier 2023 à juin 2024 ».

4° Une nouvelle lettre e) qui prend la teneur suivante est insérée :

« e) pour les besoins de l'article 4^{ter}, les mois de février 2022 à juin 2024 ».

Art. 2.

L'article 4^{bis} de la même loi est modifié comme suit :

1° Le paragraphe 2 est modifié comme suit :

a) À l'alinéa 1^{er}, les termes « et 2024 » sont ajoutés à la suite des termes « les mois éligibles de 2023 ».

b) À l'alinéa 3, les termes « ou 2024 » sont insérés à la suite des termes « pendant le mois considéré de 2023 ».

2° Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les termes « 2 250 000 euros » se substituent à ceux de « 2 000 000 euros ».

Art. 3.

À l'article 4^{ter}, paragraphe 4, de la même loi, les termes « 2 250 000 euros » se substituent à ceux de « 2 000 000 euros ».

Art. 4.

L'article 5 de la même loi est modifié comme suit :

1° Le paragraphe 1^{er} est modifié comme suit :

a) L'alinéa 4 prend la teneur suivante :

« Pour les mois de juillet à décembre 2023, la demande d'aide fondée sur l'article 4 est soumise au plus tard le 15 février 2024. »

b) Un nouvel alinéa 5 à la teneur suivante est inséré :

« Pour les mois de juillet 2023 à juin 2024, la demande d'aide est soumise :

1° au plus tard le 30 septembre 2024 si elle est fondée sur l'article 3*bis* ;

2° au plus tard le 20 mai 2024 si elle est fondée sur les articles 4*bis* ou 4*ter*. »

2° Le paragraphe 2 est modifié comme suit :

a) À l'alinéa 1^{er}, point 6°, les termes « ou de 2024 » sont insérés à la suite des termes « pour le mois considéré de 2023 ».

b) À l'alinéa 2, point 7°, les termes « ou de 2024 » sont insérés à la suite des termes « pour le mois considéré de 2023 ».

3° Le paragraphe 3 prend la teneur suivante :

« Par dérogation, les demandes d'aides au titre des articles 4*bis* ou 4*ter* relatives aux mois de mai ou juin 2024 peuvent être soumises sans être accompagnées des informations et pièces visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, points 5° à 7°, et alinéa 2, points 5° et 7°, en ce qui concerne les factures relatives au mois au titre duquel l'aide est demandée. La requérante y joint toutefois les informations suivantes :

1° une estimation chiffrée des surcoûts mensuels, selon le cas, en gaz naturel, en électricité, en biomasse ou en chaleur et, le cas échéant, des surcoûts mensuels d'utilisation du réseau d'électricité ;

2° si la demande d'aide est fondée sur l'article 4*ter*, une estimation des pertes d'exploitation pour les mois de mai ou juin 2024 ;

3° si la demande d'aide est fondée sur l'article 4*bis*, une estimation de l'intensité énergétique de la requérante pendant les mois de mai ou juin 2024 sur la base des critères prévus à l'article 4*bis*, paragraphe 1^{er}.

La requérante soumet les informations et pièces visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, points 5° à 7°, et alinéa 2, points 5° et 7°, au ministre au plus tard le 30 septembre 2024, à défaut de quoi l'aide pour les mois de mai ou juin 2024 ne sera pas versée. »

Art. 5.

L'article 6 de la même loi est modifié comme suit :

1° Au paragraphe 2, les termes « 31 mars 2024 » sont remplacés par les termes « 31 décembre 2024 ».

2° Au paragraphe 3, les termes « 31 décembre 2023 » sont remplacés par les termes « 30 juin 2024 ».

Art. 6.

La présente loi entre en vigueur le premier jour qui suit celui de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de l'Économie, des PME,
de l'Énergie et du Tourisme,*
Lex Delles

Palais de Luxembourg, le 18 mars 2024.
Henri

Doc. parl. 8348 ; législature 2023-2028.

